Unité de recherche 1303

Alimentation et sciences sociales

Structure des budgets alimentaires dans l'enquête Budget de famille 2011

Coline Ferrant
Marie Plessz

Décembre 2015

Working Paper ALISS 2015-02

INRA UR 1303 ALISS
65 bd de Brandebourg
94205 Ivry-sur-Seine
France
http://www6.versailles-grignon.inra.fr/aliss

Structure des budgets alimentaires dans l'enquête *Budget de famille* 2011

Coline Ferrant[1,2] et Marie Plessz[2]
coline.ferrant@sciencespo.fr | marie.plessz@ivry.inra.fr

[1] Observatoire Sociologique du Changement UMR4709 Sciences Po / CNRS.
[2] INRA ALISS UR1303, équipe Solal.

Résumé

Les enquêtes de budget servent depuis longtemps à l'analyse des différences sociales en matière de consommation alimentaire. Ce texte offre une analyse exploratoire de l'enquête *Budget de famille* 2010 de l'INSEE. Il traite deux questions. Sur le plan méthodologique, l'enquête *Budget de famille* permet-elle une analyse sociologique des différences sociales des structures de consommations alimentaires? Sur le plan du fond, la structure des dépenses alimentaires qu'on y observe est-elle effectivement socialement différenciée ? Nous étudions l'ensemble des dépenses d'alimentation (à domicile et hors foyer) et d'alcool en calculant des coefficients budgétaires. Nous analysons les résultats uniquement du point de vue de deux variables qui nous semblent centrales pour la sociologie de l'alimentation, la catégorie socioprofessionnelle (CSP) et la classe d'âge. Les cadres dépensent plus que les ouvriers en alimentation hors foyer mais aussi en poissons, fruits et légumes, et moins en viande. La structure des dépenses alimentaires varie davantage selon les classes d'âge. Du point de vue méthodologique, deux caractéristiques de l'enquête affectent les résultats : la période de recueil est d'une seule semaine en 2010 ; et la nomenclature regroupe parfois des produits qu'une analyse sociologique devrait traiter séparément.

Mots-clés : Budget de Famille ; consommation alimentaire ; inégalités sociales
Codes JEL : D10 ; Z13

Abstract

The sociology of food often uses budget surveys to study social differences in food consumption. This paper offers an exploratory analysis of the French Household Budget Survey (HBS) carried out in 2010 by the French National Statistical Office (INSEE). We address two questions. At the methodological level, does the HBS allow for a sociological analysis of social differences in food expense structures? At the empirical level, do the observed food expense structures actually vary according to social position? We analyse all food (at home and away from home) and alcohol expenses, by computing budgetary coefficients according to sociodemographic variables. Consistently with the food sociology literature, we only discuss the results for age and socio-occupational category. Professionals spend more than blue-collar workers in food away from home, fish, fruit and vegetables, and less in meet. Food expense structure varies more across age groups. For sociological use, two methodological aspects affect results: the budget survey covers only one week of food expanses; the food nomenclature collapses some items that social scientists may want to separate.

Keywords: Household Budget Survey; food consumption; social inequalities
JEL-codes: D10; Z13

Introduction

L'analyse sociologique de la consommation, en particulier de la consommation alimentaire s'appuie de longue date sur des enquêtes de budgets de ménage (Lhuissier, à paraître)[1]. Ces enquêtes ont permis de discuter la différenciation sociale des pratiques de consommation, et au-delà, des goûts de classe (Halbwachs, 2011 [1913] ; Grignon, 1988).

La crise économique qui sévit depuis 2008 a suffisamment affecté les revenus des ménages français pour que les comptes nationaux révèlent une inversion de la tendance à la baisse de la part de l'alimentation dans les ménages, dès 2009 : l'étude des budgets alimentation dans ce contexte, pourrait contribuer à renouveler l'étude du lien entre revenu et styles de vie. Mais depuis l'arrêt des enquêtes *Alimentation* de l'INSEE en 1991, les travaux de Christiane et Claude Grignon n'ont eu que peu de suites. Quelques articles ont tiré parti des enquêtes *Budgets de famille* pour discuter l'évolution de la stratification sociale en France, situant ainsi l'alimentation parmi les autres postes budgétaires (Chauvel, 1999 ; Bigot et Langlois, 2011). Aucune exploitation systématique de ces enquêtes du point de vue de l'alimentation n'a été menée, faisant des travaux des Grignon la dernière analyse de la différenciation sociale des consommations alimentaires.

Qu'il y ait aussi peu de travaux récents sur la structure des consommations alimentaires, alors même qu'il existe des données produites par l'INSEE et facilement accessibles – par l'intermédiaire de l'ADISP – est d'autant plus surprenant que dans d'autres domaines, comme la culture, l'étude de la stratification sociale des goûts s'est considérablement développée depuis les années 1980. Les sociologues de la culture ont discuté, critiqué, retravaillé le legs bourdieusien, comme l'illustrent les débats sur l'omnivorisme culturel (voir par exemple Coulangeon et Duval, 2013). La question des différenciations sociales des pratiques de consommation n'est donc pas tombée entièrement en friche ; et n'a succombé ni aux débats sur la « mort des classes » (Giddens, 1991 ; Pakulski et Waters, 1996) ni au « crépuscule des catégories socioprofessionnelles » analysé par Spire et Pierru (2008).

Comment alors expliquer ce contraste entre les travaux sur l'alimentation et sur la culture ? Faut-il l'attribuer aux données de l'enquête *Budget de famille* qui ne permettraient pas de mener un travail aussi fouillé et sociologiquement convaincant que celui mené auparavant sur les enquêtes *Alimentation* ? À l'inverse, les sociologues de la culture peuvent s'appuyer sur les enquêtes sur les *Pratiques culturelles des Français* réalisées par le Ministère de la culture. Faut-il au contraire, prendre acte du fait que peut-être, les budgets alimentaires reflètent moins que par le passé les différences de position sociale et économique ? La baisse constante, sur plusieurs décennies, de la part du budget consacré à l'alimentation pourrait suggérer un tel nivellement. L'INSEE note ainsi que d'après les comptes nationaux, les ménages consacrent à l'alimentation « 20,4 % de leur dépense de consommation. Il y a un demi-siècle, cette part était beaucoup plus élevée (34,6 % en 1960) » (Larochette et Sanchez-Gonzalez, 2015). En outre, entre 1979 et 2011 « les écarts de structure de consommation entre groupes sociaux se sont déplacés de l'alimentation vers le logement » (Larochette et Sanchez-Gonzalez, 2015). Bigot et Langlois (2011) précisent que l'alimentation est la seule grande fonction de consommation pour laquelle on constate à la fois une diminution du budget moyen et de moindres différences de coefficient budgétaire selon le revenu,

[1]Nous remercions Séverine Gojard et Anne Lhuissier pour leurs avis lors de la rédaction de ce texte. Merci aussi à Yannick Savina pour son aide à la programmation sous Stata ainsi qu'à France Caillavet, Philippe Cardon, Véronique Nichèle et Agathe Zuddas pour leurs indications. L'enquête Budget de Famille a été réalisée par l'INSEE et est mise à disposition des chercheurs par le Réseau Quételet.

entre les années 1970 et les années 2000. À l'inverse les dépenses de culture et loisirs ont augmenté et les budgets de culture et loisirs des plus riches et des plus pauvres diffèrent plus aujourd'hui que dans les années 1970. L'idée sous-jacente serait que les prix des produits alimentaires ont tellement diminué qu'aujourd'hui l'alimentation est à la portée de tous et le choix des aliments n'est plus nécessairement guidé par la position sociale. Dès les années 1990 pourtant, Warde signalait que l'homogénéisation de l'offre alimentaire n'était en rien la garantie d'une homogénéisation des consommations et que dans un tel contexte, c'est le *maintien* de différences sociales d'alimentation qui était remarquable (Warde, 1997). Ainsi la baisse du budget alimentaire, tout comme son nivellement quel que soit le niveau de vie, ne dit rien de la structure interne du panier des ménages (le poids relatifs des différents aliments).

Ce texte vise à introduire la lecture de coefficients budgétaires pour les différents achats alimentaires, calculés sur la base de l'enquête *Budget de famille* 2011 de l'INSEE (INSEE – ADISP-CMH, 2011), en présentant l'enquête et la méthode retenue pour l'exploiter. Dans le même temps, une brève analyse des résultats permet d'amorcer la discussion sur les deux questions évoquées ci-dessous :

- L'enquête *Budget de famille* permet-elle une analyse sociologique des différences sociales des structures de consommations alimentaires?
- Ces structures de consommations sont-elles effectivement socialement différenciées?

Cette seconde question sera traitée uniquement du point de vue de deux variables qui nous semblent centrales pour la sociologie de l'alimentation, la catégorie socioprofessionnelle (CSP) et la classe d'âge. La première renvoie à toute la sociologie française de la stratification sociale, tandis que l'âge est au cœur des approches en termes de parcours de vie, mais aussi des discussions sur les effets d'âge et de génération qui renvoient à la dynamique des pratiques alimentaires.

Toutefois, l'analyse a été répétée sur le sexe des adultes vivant seuls, les déciles de revenus, le diplôme, le type de ménage, le statut d'activité des adultes des ménages constitués autour d'un couple, le type de commune, la CSP détaillée, la région ; et, parmi les 60 ans et plus, sur le type de commune, la région, et des classes d'âges plus fines. L'ensemble de ces tableaux est accessible sur demande auprès des auteurs. L'esprit de ce travail est de fournir aux chercheurs intéressés des données de cadrage pour introduire un travail de recherche sur la consommation alimentaire, des chiffres précis pour réaliser des tableaux descriptifs simples, mais aussi, peut-être, une inspiration pour des exploitations plus approfondies de cette enquête.

Nous présentons tout d'abord l'enquête et la méthodologie adoptée. Puis nous discutons la structure des consommations alimentaires selon une logique d'entonnoir : du plus large (le budget alimentation dans le budget total des ménages) au plus précis (les produits dans le budget alimentation à domicile).

Méthode

L'annexe méthodologique donne de plus amples détails sur l'enquête et la façon dont nous l'avons exploitée. Cette section souligne les éléments essentiels.

L'enquête *Budget de Famille*

L'enquête *Budget de Famille* est réalisée par l'INSEE à un rythme quinquennal depuis 1979. Les achats courants sont relevés par un carnet d'achat tenu par chaque membre du ménage enquêté durant une semaine tandis que les ressources et les dépenses plus rares (biens durables) sont

collectées par un questionnaire. Cette enquête présente trois spécificités dignes de mention, relatives à ses objectifs initiaux, sa nomenclature et son unité d'analyse.

Budget de famille a pour vocation originelle de mesurer la comptabilité des ménages (dépenses, consommation et ressources) afin de surveiller l'inflation et de fixer des indices de prix. Elle n'est pas prévue en principe pour une exploitation microéconomique ou sociologique : les informations sur les dépenses sont conçues pour être agrégées et non pour comparer des ménages entre eux (Herpin et Verger, 2010 : 15). Typiquement, le recueil sur une semaine gêne le sociologue, comme dans le cas des enquêtes *Alimentation* où Grignon notait qu'on ne peut espérer y distinguer les « 'véritables' non-consommateurs des non-consommateurs 'occasionnels' » (Grignon, 1988 : 24). Il est sans aucun doute délicat d'analyser les achats recueillis en termes de goûts et de styles de vie (Grignon, 1988) ; ou même d'espérer rendre compte de pratiques alimentaires concrètes (Lambert, 1992). Toutefois, les sociologues semblent être parvenus à « détourner » ces enquêtes de statistique publique, Grignon voit même dans leur distance avec les matériaux empiriques habituels de la sociologie, une ressource « contraignant le sociologue à s'en tenir aux 'goûts de fait' inscrits dans les paniers » (Grignon, 1988 : 17).

Depuis 2006, les données de *Budget de famille* sont présentées selon la nomenclature européenne des produits, la COICOP-HBS, qui n'est guère pensée par (ou pour) la sociologie de la consommation. Elle repose sur un emboîtement de niveaux et comme pour les nomenclatures professionnelles, ce qui la rend plus ou moins pertinente pour les sociologues est moins la définition des niveaux les plus fins, que la façon dont ils sont regroupés en postes agrégés (Plessz, 2010). Ainsi la fonction alimentation (qui exclut alcool et tabac), est divisée en alimentation à domicile et hors domicile. L'alimentation à domicile est divisée en groupe de produits, comme le groupe légumes. Chaque groupe est divisé en produits selon des logiques parfois hétérogènes. Au sein des légumes, le frais est ainsi classé par espèces (à feuilles, choux, etc.) et les produits transformés par procédé (conserve, surgelé). Le produit pommes de terre, enfin, comprend aussi bien des produits frais que transformés (chips, frites, etc). La nomenclature peut donc tantôt donner à voir, tantôt masquer les différences de pratiques de consommation. Ceci avait déjà été noté par Boltanski (1970) et a peut-être été accentué par l'utilisation d'une nomenclature harmonisée au niveau européen.

Enfin, *Budget de Famille* a pour unité d'analyse les ménages et non les individus. On ne peut attribuer les consommations aux différents membres du ménage. Les résultats portent donc bien sur les achats alimentaires des ménages (d'autant que nous n'avons pas traité l'autoconsommation) et non sur les prises alimentaires des individus. Typiquement, on n'a décrit les consommations des hommes et des femmes que parmi ceux qui vivent seuls.

Approche par les coefficients budgétaires

Selon l'INSEE « c'est avant tout pour l'étude des différences de structure de consommation entre catégories de ménages qu'il convient d'utiliser l'enquête BDF » (INSEE, 2014). C'est en ce sens que nous analysons ici des coefficients budgétaires, c'est-à-dire le ratio entre la dépense pour un poste donné et la dépense totale. Cette technique est au fondement de recherches majeures en sociologie de la consommation, comme celles d'Engel (1895) et de Halbwachs (2011 [1913]) sur la consommation ouvrière. Ce contrôle du montant absolu des dépenses est un moyen d'éviter d'inférer les styles de vie des différents groupes sociaux directement des niveaux de vie – les dépenses étant généralement fonction du revenu (Grignon et Passeron, 1989). Il neutralise aussi l'effet de la taille du ménage.

Toutefois, quelle est la « dépense totale » à laquelle il faut rapporter le montant de chaque poste ? Chauvel situait les dépenses de pain parmi les dépenses totales, ce qui lui permettait de les comparer au poste « vacances » (Chauvel, 1999). La sociologie de l'alimentation accorde beaucoup d'importance au choix entre une variété d'aliments, autrement dit à la façon dont le budget alimentation se ventile entre groupes de produits, et au-delà entre produits. On peut aussi se demander comment se répartissent les consommations au sein d'un groupe d'aliments. Le niveau d'analyse choisi revient à supposer que les arbitrages s'effectuent à des échelles différentes, à envisager certaines substitutions comme possibles (du pain ou des vacances ?) ou impossibles.

Plutôt que de calculer uniquement le coefficient budgétaire des produits dans le budget total, nous calculons 6 types de coefficients budgétaires :

I. Dans le budget total

II. Dans le budget alimentaire total (alimentation + alcool)

III. Dans le budget alimentation à domicile (alimentation à domicile + alcool)

IV. Dans le budget restauration hors foyer

V. Pour chaque produit dans son groupe de produits (ex : riz dans le groupe pain céréales)

VI. Idem pour les groupes de dépenses hors foyer

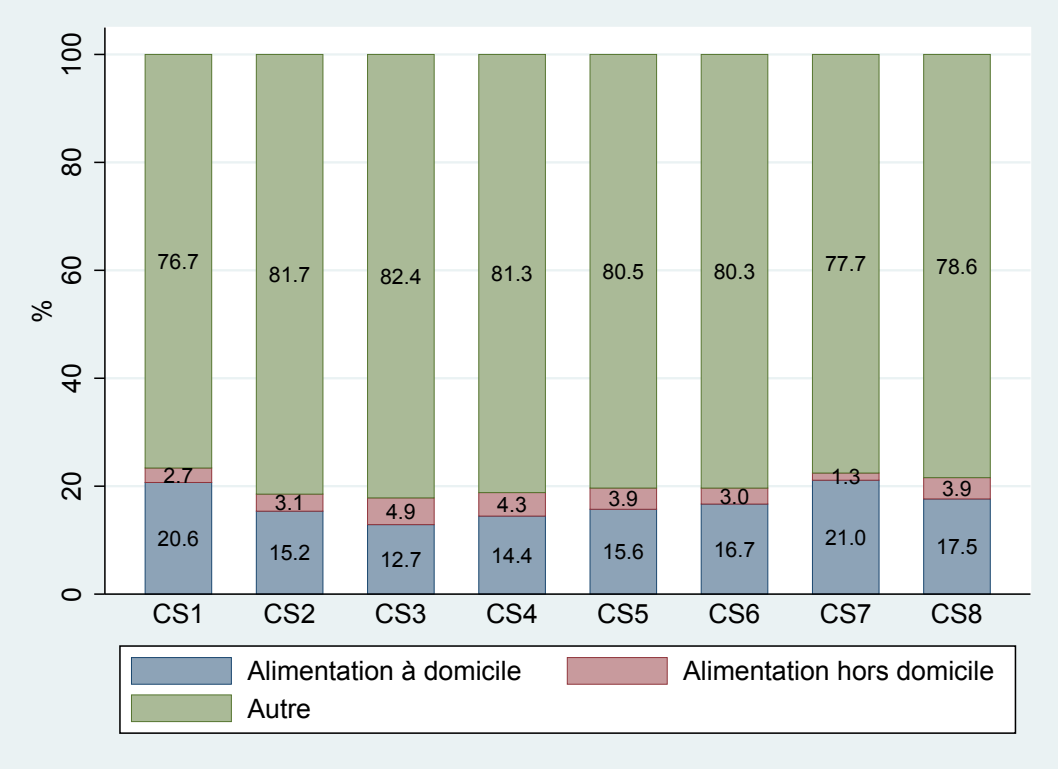
Nous avons aussi fait un choix qui peut expliquer des divergences entre nos résultats et ceux publiés par exemple par l'INSEE : nous avons intégré les dépenses d'alcool dans le budget « alimentaire ». Dans la nomenclature COICOP-HBS, le poste « alimentaire » contient en effet les boissons non alcoolisées mais pas l'alcool qui est dans le poste « alcool et tabac ». Du point de vue des habitudes de consommation, il semble pourtant délicat de séparer ces deux types de produits (Boizot, 1999). Il nous semble plus pertinent d'inclure soit toutes les boissons, soit aucune : nous avons inclus toutes les boissons.

Les coefficients budgétaires peuvent être comparés entre eux : quel est la part du budget alimentation que les cadres ou les ouvriers consacrent à l'alimentation hors domicile ? Le sociologue rencontre alors deux nouvelles difficultés. Premièrement, comment décrire ces différences ? Un écart de 5% à 7% est-il plus important qu'un écart de 15% à 20% ? Selon que l'on étudie les différences absolues (2 ou 5 points de pourcentage) ou les différences relatives (29% ou 25% d'écart), les coefficients budgétaires des petits postes de dépense paraîtront plus ou moins uniformes. Deuxièmement, faut-il accorder plus d'importance sociologique aux postes qui ont les plus gros coefficients budgétaires, ou aux postes les plus clivants, qui signaleraient alors, peut-être, les pratiques les plus distinctives ?

Nous n'avons pas de réponses à toutes les questions énumérées jusqu'ici. Les avoir en tête nous semble, cependant, utile pour tirer le meilleur parti des enquêtes *Budget de famille*. La rapide analyse qui suit contribuera à l'illustrer.

Figure 1. Coefficients budgétaires de l'alimentation dans le budget total

A. CSP



B. Âge

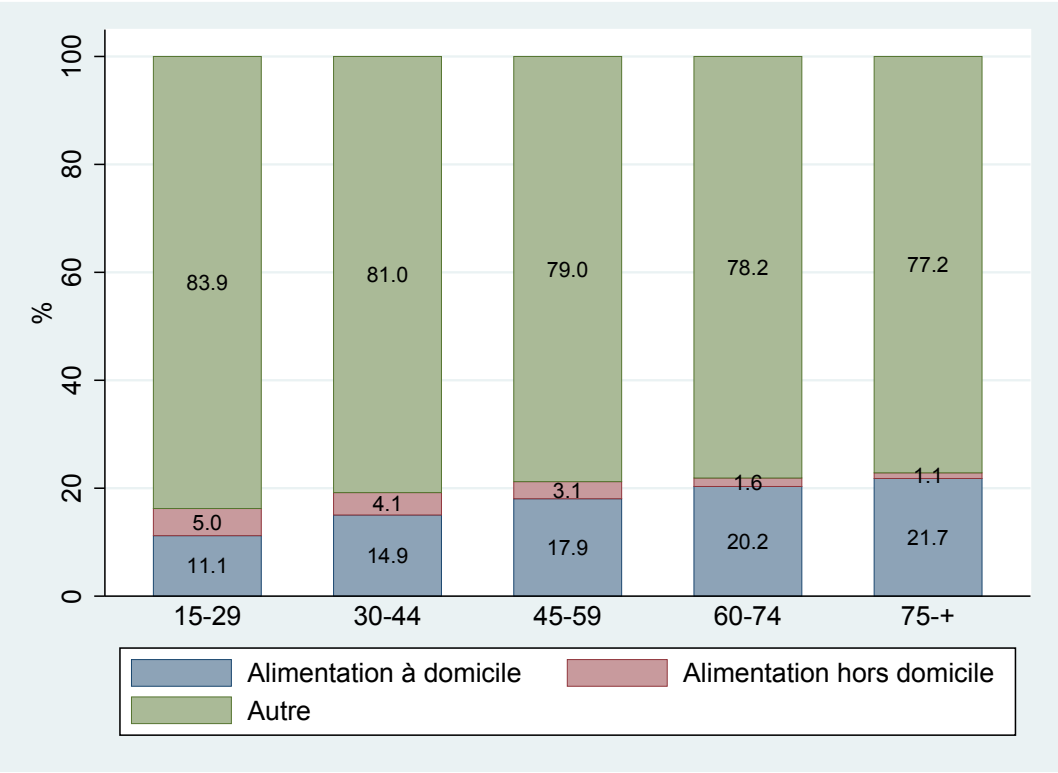
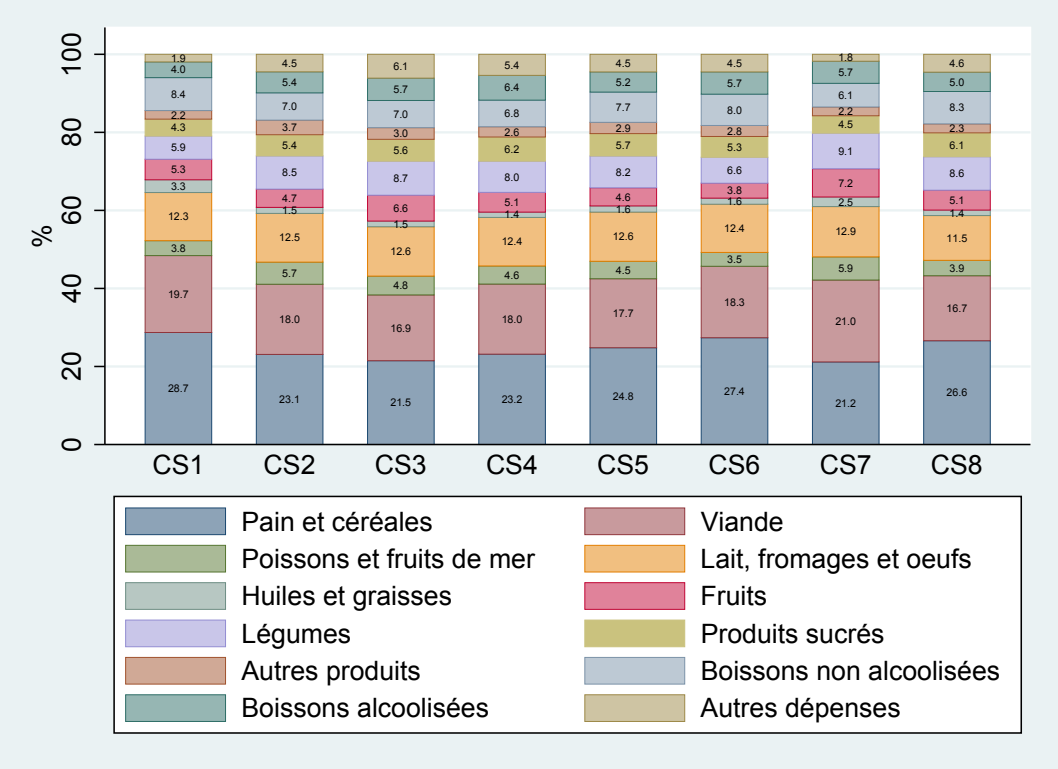
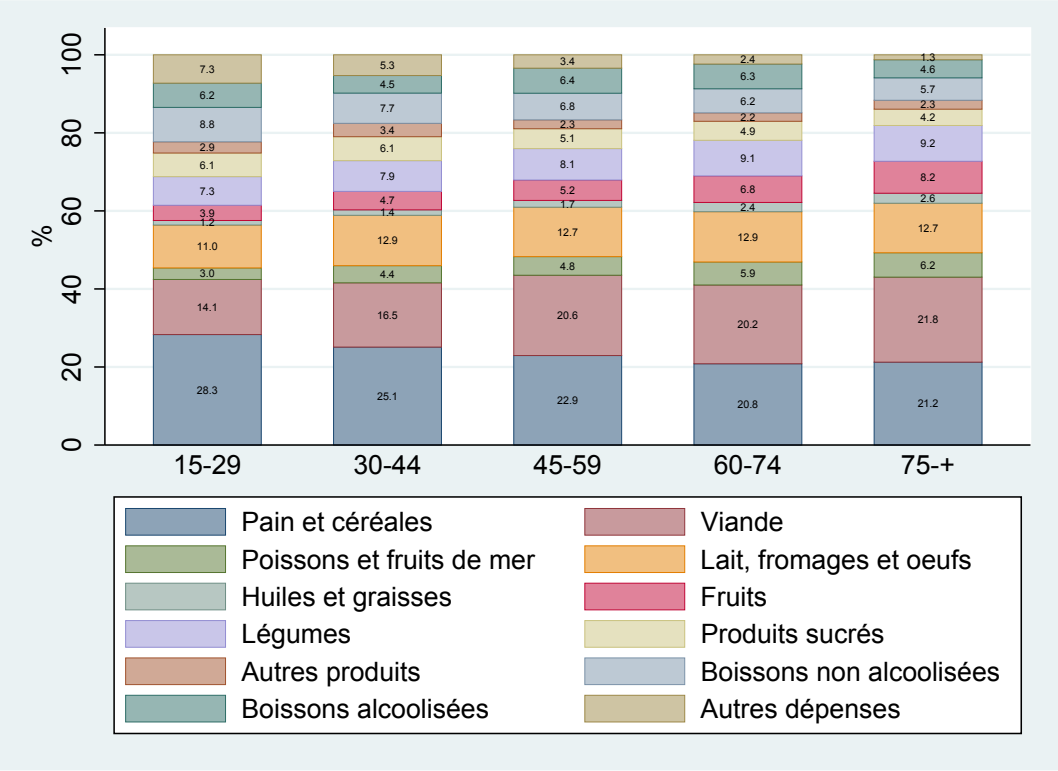


Figure 2. Coefficients budgétaires des groupes de produits dans le budget d'alimentation à domicile

A. CSP



B. Âge



L'alimentation dans le budget total des ménages selon la CSP et la classe d'âge (figure 1)

Nous discutons dans cette section la part de l'alimentation dans le budget des ménages et la répartition entre alimentation à domicile et hors domicile. La CSP a été retenue pour discuter les différences liées à la position dans la hiérarchie sociale (en particulier l'opposition entre cadres et ouvriers), mais la plupart des conclusions sont concordantes avec l'examen des déciles de revenus. L'âge, d'autre part, différencie fortement les budgets alimentaires. Il renvoie tout à la fois à des générations, qui ont pu être socialisées à des niveaux de dépenses alimentaires plus importants par le passé qu'actuellement ; et à des positions dans le cycle de vie, les budgets alimentaires de jeunes gens sans enfants, de parents ou de retraités ayant de fortes chances de varier.

L'alimentation dans le budget total[2]

L'INSEE comme les sociologues s'accordent sur un constat : la part de l'alimentation dans le budget des ménages a décru en longue période, au profit notamment du logement. Dans le même temps, la part de l'alimentation est devenue moins clivant, au sens où les dépenses des ouvriers se sont rapprochées de celles des cadres (Bigot et Langlois, 2011 ; Larochette et Sanchez-Gonzalez, 2015). En 2011, l'ensemble des dépenses d'alimentation et de boissons représentent 22.2% des dépenses de consommation des ménages[3].

Ce coefficient budgétaire est le plus faible chez les cadres[4] (18.7%), conformément à la loi d'Engel qui prédit une diminution de la part de l'alimentation au fur et à mesure que le revenu s'élève. Il est cependant plus important chez les artisans commerçants et chefs d'entreprise (19.4%). Les ouvriers et les employés ont un coefficient budgétaire très proche (respectivement 20.2% et 19.8%), inférieur à celui des retraités (22.9%) ou des agriculteurs (23.7%). La loi d'Engel peine à rendre compte de telles variations, au demeurant modérées.

Les coefficients des différentes classes d'âge varient plus fortement : de 16.7% parmi les ménages de moins de 30 ans à 23.3% parmi ceux de plus de 75 ans. Le poids des dépenses alimentaires dans le budget des ménages varie donc plus fortement, en 2011, selon l'âge que selon la position sociale. L'âge clive aussi plus que le revenu puisque le coefficient budgétaire de l'alimentation passe de 22.6% dans le premier décile à 20% dans le neuvième décile et 18.8% dans le dixième.

Ainsi à l'exception des agriculteurs, les ménages consacrent une part budgétaire semblable à leurs dépenses d'alimentation et de boisson, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle. Cet effort budgétaire est-il consacré aux mêmes types de dépenses ? À l'inverse, le budget des plus âgés est beaucoup plus important par rapport à leur revenu : ceci pourrait refléter uniquement le fait qu'ayant déjà payé leur logement, ils ont un budget habitation beaucoup plus réduit (donc un total de dépenses plus faible, tous les autres coefficients budgétaires augmentant mécaniquement). Si vraiment il n'y avait là qu'un artefact, la structure interne des dépenses alimentaires ne dépendrait pas de l'âge : est-ce le cas ?

[2] Tableaux I.1 des feuilles Excel.

[3] Boissons alcoolisées : 1% du budget total.

[4] Il s'agit des ménages dont la personne de référence est cadre, tout comme les « ménages de moins de 30 ans » sont les ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 30 ans. Nous nous autorisons ce raccourci afin d'alléger l'écriture.

Dépenses alimentaires hors domicile et à domicile[5]

La part du budget alimentaire consacré à l'alimentation hors foyer apporte des éléments de réponses à ces deux questions. Les cadres ont le plus gros coefficient budgétaire pour l'alimentation hors domicile (31.1%). Les ouvriers dépensent seulement 18.7% de leur budget alimentation en consommation hors domicile ; les agriculteurs sont les actifs qui dépensent le moins (12.7%). Il est à noter que le poids relatif des cantines (scolaires et d'entreprise) et de la restauration n'est pas très différent parmi les catégories d'actifs.

Le budget alimentaire total, relativement stable parmi les différentes CSP, masque de ce fait les variations du poste « alimentation hors domicile », qui sont fortes et de sens opposé. Il s'ensuit mécaniquement que si l'on rapporte le budget « alimentation à domicile » au budget total des ménages, les variations sont plus importantes selon la CSP : rapportée à la consommation totale d'un ménage ouvrier l'alimentation à domicile représente un coefficient budgétaire de 16,7% contre 12,7% pour un ménage cadre, une variation qui n'est plus négligeable.

Toutefois la variation du budget alimentation hors foyer est encore plus forte selon l'âge, de 34.7% chez les moins de 30 ans à moins de 8% chez les 60-74 ans et 5% chez les plus de 75 ans, avec des dépenses de cantine quasi nulles dans ces dernières tranches d'âge.

Ainsi l'alimentation hors foyer contredit frontalement l'hypothèse selon laquelle un nivellement par le bas des coefficients budgétaires pour l'alimentation et les boissons se traduirait par une homogénéisation des consommations alimentaires. Par ailleurs chaque fois que l'on ajoute ces dépenses, nettement plus élevées chez les plus riches et les plus jeunes, aux dépenses alimentaires à domicile, on masque le fait que les ouvriers consacrent toujours une part nettement supérieure (4 points de pourcentage ou 24%) de leur budget à l'alimentation à domicile. L'ampleur bien supérieure des différences liées à l'âge peut cependant surprendre.

Structure de la consommation à domicile selon la CSP et la classe d'âge (figure 2)

L'alimentation à domicile représente la plus grosse part des dépenses alimentaires, plus de deux tiers parmi les plus jeunes ou les plus qualifiés et jusqu'à 95% pour les plus âgés. La répartition de ces dépenses entre groupes de produits suggère-t-elle plutôt des consommations homogènes ou différenciées ? En est-il de même du point de vue de la CSP et du point de vue de l'âge ? Pour explorer ces questions on examine les coefficients budgétaires dans l'alimentation à domicile, au niveau des groupes de produits puis des produits.

Les groupes de produits[6]

Au sein de la consommation à domicile, on observe effectivement les mêmes variations sur certains groupes de produits que sur la part de l'alimentation hors domicile.

Du point de vue des dépenses alimentaires hors domicile, on a vu que les ouvriers se comportaient comme les ménages les plus âgés. C'est aussi le cas du point de vue de leurs dépenses en viande et en matières grasses : les ouvriers dépensent plus que les cadres, mais les plus âgés dépensent plus que les plus jeunes, et ce de manière encore plus marquée. En outre, les agriculteurs y dépensent encore plus que les ouvriers. On sait par ailleurs que ces deux postes de dépenses sont plutôt en déclin en longue période (Larochette et Sanchez-Gonzalez, 2015 ; Grignon et Grignon, 1999) : ils apparaissent ici portés par les classes d'âge les plus âgées et par des groupes

[5] Tableaux II.1 des feuilles Excel.
[6] Tableaux III.1 des feuilles Excel.

socioprofessionnels dont le poids tend à diminuer dans la société française.

Sur d'autres produits en revanche, ce sont les cadres qui se rapprochent des ménages les plus âgés : les coefficients budgétaires des poissons et fruits de mer, des fruits, des légumes (pommes de terre comprises) augmentent avec le statut social et (plus nettement encore) avec l'âge. À l'inverse, la part des dépenses attribuée aux boissons non alcoolisées diminue très légèrement avec le statut social et l'âge. Le pain et les produits céréaliers représentent près de 27% du budget alimentation à domicile des ouvriers (et agriculteurs) et des moins de 30 ans contre seulement 21% chez les cadres et chez les plus de 75 ans. Nous reviendrons toutefois plus bas sur les difficultés que pose l'interprétation de ce groupe de produits.

Sur certains postes, l'écart entre ouvriers et cadres est négligeable. Mais alors que les dépenses en produits laitiers et œufs ne varient pas non plus selon l'âge, les dépenses en alcool et en produits sucrés sont équivalentes chez les cadres et chez les ouvriers mais sont plus faibles parmi les ménages les plus âgés. Enfin, les professions intermédiaires dépensent plus que les cadres et que les ouvriers en alcool et produits sucrés. Mais il se pourrait que ceci soit un artefact. Il est probable qu'une partie des dépenses en alcool des cadres se fasse lors de sorties au café ou au restaurant, et gonfle ainsi le budget « alimentation hors domicile » plutôt que le budget « alcool ».

Ainsi alors que le budget alimentation à domicile varie peu selon la CSP, sa structure interne n'est pas fixe. Elle rapproche les ménages les plus âgés tantôt des ménages les plus favorisés, tantôt des plus populaires. Ces contrastes se confirment en grande partie lorsqu'on entre encore plus dans le détail, en étudiant les coefficients budgétaires des produits.

Les produits[7]

Les poids budgétaires de la viande et des graisses dans le budget d'alimentation à domicile sont plus importantes chez les ouvriers et, plus encore, chez les plus âgés. De manière similaire, deux produits sont particulièrement distinctifs des ouvriers par rapport aux cadres et, plus encore, des plus âgés par rapport aux plus jeunes : la charcuterie (viande) et la margarine (corps gras). Ces deux produits sont signalés en croissance par Grignon et Grignon (1999 : 153), en contradiction avec l'abaissement global de la viande et des graisses.

Si les parts budgétaires des boissons non-alcoolisées et alcoolisées sont relativement peu différenciées, plusieurs produits rapprochent les cadres des personnes âgées : le vin (part plus élevée), les spiritueux et liqueurs et les boissons gazeuses (part plus faible). Ce schéma caractérise aussi d'autres produits au poids budgétaire globalement plus important : la volaille, les yaourts (part plus élevée) et le pain, biscuits et gâteaux (part plus faible – quoique cet item soit problématique, comme nous le verrons plus bas).

D'autres boissons révèlent des différences d'âge marquées, mais non de classe sociale : la bière et les jus de fruits et sirops, distinguent les ménages les plus jeunes. De même, le coefficient budgétaire de la viande bovine ne clive pas les classes sociales mais augmente sensiblement selon l'âge (3% du budget d'alimentation à domicile chez les 15-29 ans et 6.5% chez les 75 ans et plus). A l'inverse, le seul produit différencié selon la classe sociale mais pas selon la classe d'âge est le fromage (part budgétaire plus élevée chez les cadres par rapport aux ouvriers).

Des recherches quantitatives comme qualitatives montrent que la consommation de produits frais distingue les personnes âgées (Lhuissier et Gojard, 2003 ; Cardon et Gojard, 2008) et que celle

[7] Tableaux III.2 des feuilles Excel.

de produits transformés distingue les ouvriers (Lhuissier, 2006). L'approche par les coefficients budgétaires donne à voir des différenciations d'âge et de classe sociale contrastées selon les groupes de produits. La part budgétaire des conserves et plats préparés à base de viande est clivante selon l'âge (plus haute chez les ménages jeunes) mais non selon la classe sociale. Celle des conserves et plats préparés à base de poisson ne différencie ni les classes d'âge, ni les classes sociales. Les plats transformés à base de céréales (tartes, quiches, pizzas), au contraire, distinguent les ménages jeunes et, surtout, les ouvriers par rapport aux cadres.

En termes de quantités, les légumes transformés sont peu clivants selon l'âge et le statut social, tandis que les légumes frais distinguent les ménages les plus âgés et au statut social le plus élevé (Caillavet *et al.*, 2009 ; Plessz, 2013 ; Plessz et Gojard, 2013, 2015). En termes de poids budgétaire, le clivage frais / transformé pour les légumes montre également une diversité de profils sociaux. Les légumes préparés rapprochent les ouvriers et les plus âgés (part légèrement plus faible) ; en revanche, les légumes surgelés ou en conserve sont peu différenciés, tant selon l'âge que selon la classe sociale. Mais comme nous allons le voir, l'analyse détaillée du groupe de produits légumes pose problème.

Du pain et des patates : deux produits problématiques dans la nomenclature accessible aux chercheurs

Revenons finalement sur deux produits dont la nomenclature COICOP-HBS obstrue l'analyse : le pain et les pommes de terre. Le pain est regroupé avec les biscuits et les gâteaux. L'item pommes de terre agrège produits frais et produits transformés à base de pommes de terre (chips, frites, etc), en contradiction avec les autres items du groupe légumes (type de procédé pour les produits transformés, espèce pour les produits frais). Un niveau de nomenclature plus fin existe, isolant le pain et séparant les légumes selon l'espèce et selon le procédé industriel, mais il n'est pas accessible par le biais de l'ADISP.

Or, le pain et les pommes de terre occupent une place centrale dans l'étude de la stratification sociale de la consommation alimentaire en France. À partir de *Budget de Famille* 1985 et 1995, Chauvel montre que le coefficient budgétaire du pain dans le budget total est supérieur chez les ouvriers que chez les cadres (Chauvel, 1999). Dans leurs études des enquêtes *Alimentation*, Grignon et Grignon placent les pommes de terre parmi les légumes, mais ils analysent séparément les différentes variétés de légumes et considèrent les pommes de terre, comme le pain, comme typiques de l'alimentation populaire (vs. alimentation bourgeoise) et paysanne (vs. alimentation non-paysanne) (Grignon et Grignon, 1981, 1999).

Dans *Budget de Famille* 2011, le pain (associé donc aux biscuits et gâteaux) distinguerait les ouvriers par rapport aux cadres et les jeunes par rapport aux plus âgés. Or, des produits et groupes de produits proches des biscuits et gâteaux distinguent aussi les ouvriers (d'autres produits transformés à base de céréales : les tartes, quiches et pizzas) et surtout les jeunes (les tartes, quiches et pizzas, mais aussi le groupe des produits sucrés). Il est donc possible que l'information pertinente pour caractériser les budgets selon la classe ou l'âge soit moins le poids du poste « pain, biscuits et gâteaux » que la part relative du pain (opposé aux biscuits et gâteaux), une information que l'on ne peut tirer des données accessibles par le biais de l'ADISP.

L'absence de distinction entre frais et transformé pour les pommes de terre pousse à les exclure de l'analyse de ce clivage. Or, en population totale, les pommes de terre sont le coefficient budgétaire modal au sein du groupe légumes (18,5%), suivi de près par les légumes frais cultivés

pour leurs fruits[8] (18,4%)[9]. Ainsi le fait d'isoler et de regrouper tous les produits à base de pomme de terre empêche d'analyser correctement les achats de produits frais et transformés. Dans le même temps, accéder au niveau le plus fin de la nomenclature ne résoudrait pas tout le problème : comme *Budget de famille* 2011 repose sur une seule semaine de carnet budgétaire, plus le niveau de recueil est fin, plus les données comportent de zéros qui sont également problématiques.

Conclusion

L'étude des coefficients budgétaires indique donc des consommations différenciées selon les classes sociales et les classes d'âge. Sur les budgets d'alimentation à domicile (alcool inclus) et de restauration hors foyer dans le budget total et, dans le budget d'alimentation à domicile, sur un certain nombre de groupes de produits et de produits, les différences de classes d'âge prévalent sur celles de classe sociale, ce qui génère de nouvelles questions.

Les différenciations selon les classes d'âge sont-elles dues à des effets d'âge ou de génération ? Dans quelle mesure les différences selon la position sociale sont-elles partiellement expliquées ou brouillées par ces différences selon l'âge ? Doit-on chercher à neutraliser l'effet classe d'âge pour mieux faire ressortir des effets de classe sociale ou l'intégrer à l'analyse de la stratification sociale des consommations ?

L'étude sociologique de la consommation alimentaire s'est traditionnellement concentrée sur la classe sociale, qu'il s'agisse de Halbwachs sur les ouvriers (Halbwachs, 2011 [1913]), de Bourdieu sur l'opposition entre goûts de nécessité et goûts de liberté (Bourdieu, 1979) et de Grignon et de Grignon sur les clivages alimentation populaire / alimentation bourgeoise et alimentation paysanne / alimentation non-paysanne (Grignon et Grignon, 1981, 1999). Ces travaux négligeaient-ils l'âge parce qu'alors, l'effet classe était plus fort et analysable en l'état, ou parce qu'ils ne s'y intéressaient pas ? En faveur de la première hypothèse, plusieurs aliments classés par Grignon et Grignon en 1991 dans l'alimentation populaire et paysanne distinguent, en 2011, les plus âgés davantage que les ouvriers et les agriculteurs, comme les corps gras et la viande, et parmi la viande, le bœuf. Cela peut traduire à la fois l'inertie des pratiques individuelles (confirmant la thèse du maintien de différences sociales dans la consommation alimentaire) et l'évolution de la structure sociale, c'est-à-dire le déclin des ouvriers et des agriculteurs.

Une analyse approfondie de la stratification sociale de la consommation alimentaire et de ses évolutions nécessiterait au moins deux étapes supplémentaires. Une analyse située à un niveau plus fin de la nomenclature s'impose pour un dialogue rigoureux avec les travaux antérieurs sur *Budget de Famille* (Chauvel, 1999) comme sur les enquêtes *Alimentation* (Grignon et Grignon, 1981, 1999). L'autoconsommation devrait être prise en compte, surtout pour les fruits et légumes (Caillavet et Nichèle, 1999).

[8] Tomates, haricots verts, petits pois, courgettes, etc.
[9] Tableau V.7 des feuilles Excel.

Annexe méthodologique

Présentation générale de l'enquête Budget de Famille

Dans *Budget de Famille*, le montant et la nature des dépenses sont répartis dans une nomenclature d'environ 900 postes budgétaires, rassemblés en une dizaine de postes agrégés. Depuis 2001, cette nomenclature est celle recommandée par l'office statistique européen (Eurostat), c'est-à-dire la nomenclature COICOP-HBS (*Classification Of Individual COnsumption by Purpose – Household Budget Survey*). Ses postes agrégés sont les suivants : « produits alimentaires et boissons non-alcoolisées », « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants », « articles d'habillement et chaussures », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison », « santé », « transports », « communications », « loisirs et culture », « enseignement », « restaurants et hôtels », « biens et services divers »[10] . S'ajoute un treizième grand poste, « dépenses hors champ de la consommation finale des ménages », pour les dépenses ne relevant pas de la consommation de biens et de services au sens de la comptabilité nationale[11]. L'enquête comprend aussi les consommations qui n'occasionnent pas de dépenses directement supportées par les ménages, telles que l'autoconsommation alimentaire.

L'échantillonnage couvre les ménages ordinaires résidant en France (en métropole et, depuis 1994, dans les départements d'outre-mer). Un ménage est l'ensemble des individus partageant la même résidence principale. Les personnes sans domicile fixe, vivant dans des habitations mobiles ou en collectivité sont ainsi exclues du champ de l'enquête. En 2011, l'échantillon final compte 10 342 ménages résidant en France métropolitaine (correspondant à 24 417 individus) et 5455 ménages résidant en outre-mer (correspondant à 16 868 individus).

Il existe deux modes de recueil des dépenses : carnets de comptes et questionnaires rétrospectifs. Lors d'une première visite, l'enquêteur remet un carnet de comptes à chaque membre du ménage âgé de 14 ans et plus et passe une première partie du questionnaire auprès de la personne de référence du ménage. Lors d'une deuxième visite, l'enquêteur relève les carnets[12] et termine le questionnaire. Les carnets de comptes s'appliquent aux dépenses courantes et couvrent une semaine ; les sommes sont extrapolées sur un an par une multiplication par 52. Les questionnaires rétrospectifs concernent les dépenses plus exceptionnelles (tels que les biens durables, les vacances, l'habillement) et couvrent des périodes variables selon le type de dépenses ; les sommes sont extrapolées sur un an par le coefficient multiplicatif approprié[13].

Difficultés liées aux caractéristiques techniques de l'enquête

La nature de l'enquête *Budget de Famille* et son mode de collecte engendrent des difficultés supplémentaires pour l'analyse. Dans le cas de l'alimentation, deux biais surgissent avec une acuité particulière.

Le premier biais est la non-réponse totale ou partielle. Bien qu'elle soit obligatoire et qu'elle renvoie à des préoccupations centrales de la vie quotidienne, Budget de Famille est difficile à accepter pour les enquêtés. Certains refusent de se soumettre à l'enquête, jugeant les thèmes abordés (l'argent, la consommation, l'alimentation) trop privés et intimes. Or, ces non-répondants ont des

[10]Ce qui inclut notamment les assurances, la protection sociale et les services financiers.
[11]Impôts, taxes et prélèvements, remboursement de prêts et de crédits, transferts inter-ménages, travaux et épargne.
[12]L'enquêteur relit les carnets en compagnie des membres du ménage et demande des précisions en cas d'ambigüité.
[13]Les périodes de référence sont par exemple de un an pour les biens durables, de six mois pour les vacances et de deux mois pour l'habillement. Les coefficients multiplicatifs sont alors respectivement de 1, 2 et 6.

caractéristiques sociodémographiques particulières (en particulier, les ménages les plus pauvres ou au contraire les plus riches). La non-réponse est aussi partielle. Les dépenses pouvant être perçues comme honteuses par les enquêtés, notamment l'alcool, sont sous-déclarées. Lassés par l'aspect long et fastidieux du remplissage des carnets de comptes ou, lors de la passation du questionnaire, se remémorant difficilement les dépenses trop lointaines, les enquêtés peuvent aussi omettre des dépenses ou les caractériser de façon imprécise.

L'INSEE corrige la non-réponse totale et partielle par des procédures de redressement. Les dépenses insuffisamment spécifiées par les ménages sont réparties sur tous les postes au prorata des proportions observées sur l'ensemble des enquêtés. Par exemple, 10 euros de dépenses qualifiées de « légumes » deviennent alors en principe, si l'on suit les coefficients budgétaires finaux, 1,55 euros de dépenses de salades et herbes, 26 centimes de dépenses de choux, 1,84 euros de dépenses de tomates et courgettes, 1,74 euros de dépenses de racines et champignons, 11 centimes de dépenses de légumes secs, 26 centimes de dépenses de légumes surgelés non cuisinés, 1,52 euros de dépenses de légumes en conserve, 89 centimes de dépenses de légumes préparés et 1,85 euros de dépenses de pommes de terre. Comme le signalent Herpin et Verger (2010 : 14), « le consommateur qui détaille trop peu son carnet se voit donc attribuer une consommation extrêmement diversifiée, qu'il n'a jamais réalisée, avec des valeurs très faibles pour chaque produit. » Cette procédure de redressement biaise peut-être l'analyse des aliments, potentiellement distinctifs, pour lesquels les parts budgétaires sont particulièrement faibles (saindoux, jus de légumes, panier alimentaire).

Le deuxième biais a trait aux valeurs aberrantes et atypiques. La période réduite de collecte des dépenses courantes (une semaine) et le lissage sur l'année entière s'accommode mal de la saisonnalité des achats (notamment pour les produits frais) et des pratiques de constitution de stocks (notamment pour les produits non-périssables). L'INSEE apure ces valeurs aberrantes ou atypiques par l'analyse des remarques des enquêteurs lors de la collecte et des procédures classiques de détection (mesures de dispersion, voire de régression).

Construction des données

Budget de Famille présente une architecture complexe, du fait de la multiplicité d'informations collectées et de niveaux et modes de collecte. L'enquête de 2011 comporte ainsi 19 tables. Nous avons apparié la table contenant la description des achats et les montants des dépenses ou de consommation des ménages à la table de données sociodémographiques et de données redressées sur les revenus des ménages. Nous avons effectué un apurement supplémentaire des valeurs aberrantes et atypiques par détection manuelle : par exemple, ce ménage qui dépenserait 14 248 euros par an en conserves et plats préparés de poisson ; cet autre ménage qui consommerait pour 7852 euros de chocolat. Toutes les analyses utilisent la variable de pondération des ménages fournie par l'enquête (qui corrige surtout le sur-échantillonnage des ménages d'outre-mer).

Nous calculons les coefficients budgétaires selon différentes variables socio-démographiques. Les variables relatives aux catégories socio-professionnelles correspondent à deux niveaux de la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) : le niveau le plus agrégé (8 postes, correspondant au premier chiffre de la PCS) et le niveau d'agrégation intermédiaire (24 postes correspondant aux deux premiers chiffres de la PCS). Le revenu disponible du ménage est divisé par le nombre d'unités de consommation selon l'échelle de l'OCDE[14] puis

[14]Une unité de consommation (UC) pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus, 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

catégorisé en déciles, comme d'usage dans les études sur les inégalités de niveaux de vie (Piketty, 2015 : 7-26). La variable relative au type de ménage suit le Tronc Commun des Ménages (TCM) utilisé par l'INSEE dans les enquêtes portant sur les ménages. La variable concernant le type de commune repose sur le nombre d'habitants des unités urbaines (c'est-à-dire une commune ou un ensemble de communes au bâti continu et comptant au moins 2000 habitants). Enfin, la variable relative à la région de résidence s'accorde aux Zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT), niveau le plus agrégé de la Nomenclature des unités territoriales (NUTS) recommandée par Eurostat.

Le code Stata de construction des données et les macros Stata de création des classeurs Excel et des figures sont disponibles sur demande auprès des auteures.

Bibliographie

Bigot, Régis et Simon Langlois (2011), « Consommation et privation au sein des classes moyennes au Canada et en France », *L'Année Sociologique*, vol. 61, n°1, pp. 21-46.

Boizot, Christine (1999), « La demande de boissons des ménages : une estimation de la consommation à domicile », *Economie et statistique*, vol. 324, n°1, pp. 143-156.

Boltanski, Luc (1970), « Taxinomies populaires, taxinomies savantes : les objets de consommation et leur classement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n°1, pp. 34-44.

Bourdieu, Pierre (1979), *La Distinction : Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit.

Caillavet, France, Cédric Lecogne et Véronique Nichèle, (2009), « La consommation alimentaire en France : des inégalités persistantes mais qui se réduisent », *Cinquante ans de consommation en France*, Paris : INSEE.

Cardon, Philippe et Séverine Gojard (2008), « Les personnes âgées face à la dépendance culinaire : entre délégation et remplacement », *Retraite et société*, n° 56, pp. 169-193.

Coulangeon, Philippe et Julien Duval (2013), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris : La Découverte.

Chauvel, Louis (1999), « Du pain et des vacances : la consommation des catégories socioprofessionnelles s'homogénéise-t-elle (encore) ? », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n°1, pp. 79-96.

Engel, Ernst (1895), « Die Lebenskosten Belgischer Arbeiter-Familien Frücher und Jetzt », *Bulletin de l'Institut international de Statistique*, tome IX, pp. 1-124.

Enquête Budget des familles (BDF) - 2011, INSEE (producteur), ADISP-CMH (diffuseur).

Giddens, Anthony (1991), *Modernity and Self-Identity : Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford : Stanford University Press.

Grignon, Claude (1988), « Les enquêtes sur la consommation et la sociologie des goûts », *Revue économique*, vol. 39, n°1, pp. 15-32.

Grignon, Claude et Christiane Grignon (1999), « Long-Term Trends in Food Consumption : A French Portrait », *Food & Foodways*, vol. 8, n°3, pp. 151-174.

——— (1981), « Alimentation et stratification sociale », *Cahiers de nutrition et de diététique*, vol. 16, n°4, pp. 207-217.

Grignon, Claude et Jean-Claude Passeron (1989), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris : Seuil.

Halbwachs, Maurice (2011) [1913], « La classe ouvrière et les niveaux de vie » *in Le destin de la classe ouvrière*, Paris : PUF, pp. 1-403.

Herpin, Nicolas et Daniel Verger (2010), *Consommation et modes de vie en France. Une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, Paris : La Découverte.

INSEE (2014), « Enquête Budget de Famille 2011. Synthèse des résultats », *INSEE Résultats*.

Lambert, Jean-Louis (1992), « A table ! La cuisine du statisticien » *in* Jean-Louis Besson (dir.), *La cité des chiffres ou l'illusion des statistiques*, Paris : Autrement, pp. 77-85.

Larochette, Brigitte et Joan Sanchez-Gonzalez (2015), « Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée », *INSEE Première*, n°1568.

Lhuissier, Anne (à paraître), « Aux sources des inégalités de consommation : l'apport de Maurice Halbwachs à la statistique des consommations alimentaires », *L'Année Sociologique*, vol. 67, n°1.

——— (2006), « Pauvreté, monoparentalité et alimentation, une étude de cas dans le Nord de la France », *Cahiers de Nutrition et de Diététique*, vol. 41, n°2, pp. 104-110.

Lhuissier, Anne et Séverine Gojard (2003), « Monotonie ou diversité de l'alimentation : les effets du vieillissement », *INRA Sciences Sociales*, n°5/02.

Pakulski, Jan et Malcolm Waters (1996), *The Death of Class*, Londres : SAGE.

Piketty, Thomas (2015), *L'économie des inégalités*, Paris : La Découverte.

Plessz, Marie (2010), « Les ouvriers en Europe centrale : la dissolution d'une catégorie sociale dans les statistiques », *Sociologie du travail*, vol. 52, n°3, pp. 340-358.

Plessz, Marie (2013), « Les légumes transformés : diversité des produits, diversité des usages sociaux », *Revue d'Études en Agriculture et Environnement,* vol. 94, n° 1, pp. 13-37.

Plessz, Marie et Séverine Gojard (2015), « Fresh Is Best ? Social Position, Cooking, and Vegetable Consumption in France », *Sociology*, vol. 49, n°1, pp. 172-190.

——— (2013), « Do Processed Vegetables Reduce the Socio-Economic Differences in Vegetable Purchases? A Study in France. », *European Journal of Public Health*, vol. 23, n°5, pp. 747-752.

Spire, Alexis et Frédéric Pierru (2008), « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, vol. 58, n°3, pp. 457-481.

Warde, Alan (1997), *Consumption, Food and Taste : Culinary Antinomies and Commodity Culture*, Londres : SAGE.